

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
BP 199  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS BORAX FRANCAIS**

BP 59 - Route de Bourbourg  
59210 Coudekerque-Branche

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\BORAX\_Herzeele\_070.02218\2\_Inspections\2022\_08\_12\BORAX\_Herzeele\_RAPVI\_0007002218.odt  
Code AIOT : 0007002218

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2022 dans l'établissement SAS BORAX FRANCAIS implanté rue de la briqueterie Lieu-dit Le Petit Moulin 59470 HERZEELE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à la mise en demeure du 23 mars 2022 sur le respect des valeurs limite de rejet des eaux de ruissellement ainsi que la maîtrise de ces rejets..

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS BORAX FRANCAIS
- rue de la briqueterie Lieu-dit Le Petit Moulin 59470 HERZEELE
- Code AIOT : 0007002218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Cette ancienne carrière d'argile d'environ 6 hectares a fait l'objet de stockage d'environ 580 000 tonnes de déchets de borogypse entre 1986 et 1997.

D'importants travaux de remise en état ont été réalisés par la société BORAX FRANCAIS entre 2009 et 2010. Le procès-verbal de récolement, consécutif à la remise en état du site, a été établi le 22 août 2011.

La surveillance des eaux superficielles et souterraines fait l'objet des prescriptions de l'arrêté du 02 novembre 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect de la mise en demeure du 23 mars 2022 portant sur les valeurs de rejets des eaux de ruissellement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	APMD du 23 mars 2022	AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les résultats d'analyse montrent que les valeurs limite de rejet des eaux de ruissellement au milieu naturel sont respectées depuis décembre 2021.

Le système de rétention mis en place par l'exploitant permet, en cas de valeurs limite de rejet non conformes, de traiter les eaux de ruissellement en tant que déchets.

L'inspection permet de lever la non-conformité relevée dans le rapport du 28 avril 2021.

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mars 2022.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux d'infiltration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société BORAX FRANCAIS dont le siège social est situé 89 route de Bourbourg à Coudekerque-Branche (59210) et exploitant une installation de fabrication de produit chimiques inorganiques est mise en demeure, pour son ancien dépôt de borogypse situé à HERZEELE, de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2012 modifiant les conditions de post-exploitation par la société BORAX FRANCAIS du dépôt de borogypse situé à HERZEELE sous un délai d'un 3 mois.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a permis de constater la mise en place (août 2021) de bouchons obturateurs sur les rejets R1, R2bis, R3 et R4. Ces bouchons couplés à la mise en place de 2 cuves souples de 60 m3 chacune en octobre 2021 et un suivi de leur remplissage par la société REMEA (agissant en tant que sous-traitant) permet, en cas d'analyse ne respectant pas les valeurs limite de rejet au milieu naturel, d'éliminer les eaux de ruissellement en tant que déchets.</p> <p>Dans son courrier du 03 juin 2022, l'exploitant a transmis les résultats d'analyse des eaux rejetées. Les sept dernières analyses (21/12/2021, 10/01/2022, 26/01/2022, 16/03/2022, 22/03/2022, 30/03/2022, 06/04/2022) démontrent le respect des valeurs limites fixées pour les paramètres "arsenic" et "bore" par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 02/11/2012.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs mandaté un bureau d'étude pour vérifier l'intégrité de la géomembrane, et le bon fonctionnement des systèmes de drainage des eaux de ruissellement dont l'étude sera remise début octobre. <b>L'inspection invite l'exploitant à se positionner au regard de la Note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 pour le dimensionnement des ouvrages de rejet.</b></p> <p>L'inspection propose donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure en date du 23 mars 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet